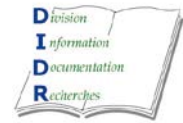


24 janvier 2018



La législation du divorce

Avertissement

Ce document a été élaboré par la Division de l'Information, de la Documentation et des Recherches de l'Ofpra en vue de fournir des informations utiles à l'examen des demandes de protection internationale. Il ne prétend pas faire le traitement exhaustif de la problématique, ni apporter de preuves concluantes quant au fondement d'une demande de protection internationale particulière. Il ne doit pas être considéré comme une position officielle de l'Ofpra ou des autorités françaises.

Ce document, rédigé conformément aux lignes directrices communes à l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine (avril 2008) [cf. https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/lignes_directrices_europeennes.pdf], se veut impartial et se fonde principalement sur des renseignements puisés dans des sources qui sont à la disposition du public. Toutes les sources utilisées sont référencées. Elles ont été sélectionnées avec un souci constant de recouper les informations.

Le fait qu'un événement, une personne ou une organisation déterminée ne soit pas mentionné(e) dans la présente production ne préjuge pas de son inexistence.

La reproduction ou diffusion du document n'est pas autorisée, à l'exception d'un usage personnel, sauf accord de l'Ofpra en vertu de l'article L. 335-3 du code de la propriété intellectuelle.

Table des matières

1. Cadre juridique et coutumier du divorce	3
1.1. La législation générale	3
1.2. Des législations spécifiques à certaines communautés religieuses ou ethniques....	3
1.2.1. La législation musulmane (<i>Muslim Law</i>)	4
1.2.2. La législation kandyane (<i>Kandyan Law</i>)	5
1.2.3. Le code Tesawalamai.....	6
2. Pratique du divorce	6
3. Situation sociale des femmes à l'égard du divorce.....	7
4. Attitude des autorités	8
Bibliographie.....	9

Résumé : Le divorce à Sri Lanka est régi par un cadre juridique général, qui coexiste avec des lois sur le statut personnel, propres à certaines communautés. Malgré une augmentation du nombre de divorces, les attitudes conservatrices demeurent au sein de la société. Certaines dispositions préoccupent les organisations internationales et non gouvernementales.

Abstract: Divorce in Sri Lanka is governed by a general legal framework, which coexists with personal laws (specific to some communities). Despite an increase in the number of divorces, conservative attitudes remain within the society. Some measures are of concern for international and non-governmental organizations.

Nota : La traduction des sources en anglais est assurée par la DIDR.

1. Cadre juridique et coutumier du divorce

1.1. La législation générale

Le régime matrimonial (mariage et sa dissolution) à Sri Lanka est régi, pour la majorité de la population, par un cadre général défini par l'**Ordonnance générale sur le mariage** (*Marriage Registration Ordinance*). Cette ordonnance prévoit des procédures spéciales pour les différentes Eglises chrétiennes¹. Inspirée des principes du droit coutumier britannique et néerlandais², cette loi s'applique essentiellement aux **non-musulmans**, qu'ils soient **singhalais, tamouls [ou membres d'un autre groupe ethnique]**.³

L'ordonnance générale sur le mariage autorise la dissolution des liens du mariage seulement si un **divorce a vinculo matrimonii**⁴ est prononcé⁵. L'affaire est alors jugée par un tribunal **de district** (*District Court*, première instance), compétente en matière civile⁶. Seuls **trois motifs** peuvent être allégués pour justifier une demande de divorce. En effet, l'ordonnance dispose que : « un tel jugement sera fondé soit sur le motif de l'**adultère** consécutif au mariage, soit sur celui d'une **désertion malveillante**, soit sur une **impuissance incurable** au moment du mariage ». Aucune mention dans cette ordonnance ne se réfère aux mauvais traitements⁷.

1.2. Des législations spécifiques à certaines communautés religieuses ou ethniques

La loi générale coexiste avec des législations sur le statut personnel, propres à certaines communautés, qui régissent le mariage ou encore le divorce entre les individus.

La pluriethnicité et la pluri religiosité⁸ du Sri Lanka s'exprime donc, notamment dans le domaine du divorce, à travers l'application de régimes juridiques différents : **la Kandyan Law**, la **Muslim Law** et le **Thesavalamai**⁹. Les individus ont le choix de se soumettre à la loi générale ou à celle de leur communauté.

¹ *Marriage Registration Ordinance*, 1980. La célébration des mariages et des divorces ne relève pas du clergé bouddhiste.

² WIJAYATILAKE Kamalini (*féministe, un des membres fondateurs de Women in Need (WIN), un des membres du bureau de recherches sur les femmes (CENWOR)*), 1996, p.142-150.

³ WIJAYATILAKE Kamalini, 1996, p.142-150.

⁴ Divorce qui rompt définitivement le lien conjugal et libère les conjoints de toute obligation matrimoniale. Il permet aux individus de se marier à nouveau.

⁵ *Marriage Registration Ordinance*, section 19, paragraphe 1.

⁶ Nations unies, Conseil des droits de l'Homme, 23/03/2017, p.6.

⁷ "Such judgment shall be founded either on the ground of the adultery subsequent to marriage, or of malicious desertion, or of incurable impotency at the time of such marriage" *Marriage Registration Ordinance*, section 19, paragraphe 2.

⁸ HOODFAR Homa (dir.), Editorial, 1996, p.7-10.

⁹ Department of Foreign Affairs and Trade (Australian Government).

1.2.1. La législation musulmane (*Muslim Law*)

Le **droit personnel musulman** sri lankais s'appuie à la fois sur la coutume et sur la religion¹⁰. Il s'applique aux musulmans¹¹ dans le **domaine du mariage**, tandis que la loi générale les concerne essentiellement à propos des droits de propriété¹².

Pour cette communauté, le divorce est régi par le ***Muslim Marriage and Divorce Act***¹³ (MMDA). L'affaire est **jugée par un Quazi**¹⁴.

Les **procédures** suivies par l'épouse¹⁵ et le mari¹⁶ **diffèrent**. En effet, si le divorce (*talaq*) est souhaité par le **mari**, celui-ci doit tout d'abord informer le *Quazi* (de l'endroit où réside sa femme). Ce dernier, secondé par des « aînés », dispose alors d'une période de 30 jours pour tenter de réconcilier¹⁷ les époux. Si cette démarche échoue, le mari prononce alors le *talaq* devant le *Quazi* et deux autres témoins. Une fois la déclaration enregistrée, l'épouse¹⁸ est informée par le *Quazi*. Les raisons qui justifient la volonté du mari sont gardées secrètes¹⁹. Pendant cette période de 30 jours, le *Quazi* doit également rassembler la somme (*mahr*) due par le mari à son épouse, même si cette dernière n'en a pas effectué la demande²⁰. L'épouse peut retirer la somme à partir du moment où le *Quazi* lui donne son accord²¹. Le *Quazi* fixe ensuite une date avec le mari pour prononcer le divorce et tente à nouveau de réconcilier les époux²². Si cette seconde tentative échoue, le divorce est enregistré à la date prévue²³. Dans le cas où le mari ne se présente pas au rendez-vous fixé, le *Quazi* peut convoquer l'épouse pour entendre sa version des faits. Il enregistre le divorce par la suite²⁴. Le **droit musulman autorise donc le divorce unilatéral de la part de l'époux**²⁵. Sa décision ne nécessite **pas de motif particulier**²⁶.

A contrario, si l'**épouse** souhaite divorcer sans avoir obtenu le consentement de son mari, elle doit s'appuyer sur **l'un des motifs prévus par cette législation**. A cet égard, elle peut légitimer sa demande en alléguant avoir subi de **mauvais traitements**, ou encore en dénonçant des **actes ou des omissions de son mari qui constituent une faute au regard de la loi musulmane**²⁷. D'autres motifs sont envisageables, mais peuvent mener à un non-lieu²⁸. La procédure débute avec le dépôt de la demande de

¹⁰ US Department of State, 15/08/2017; WIJAYATILAKE Kamalini, 1996, p142-150

¹¹ Nations Unies, Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, 09/03/2017, p16 ; WIJAYATILAKE Kamalini, 1996, p142-150

¹² US Department of State, 15/08/2017

¹³ *Muslim Marriage and Divorce Act* (MMDA), 1980

¹⁴ Department of Foreign Affairs and Trade (Australian Government), 24/01/2017, p36

¹⁵ MMDA, 3rd schedule

¹⁶ MMDA, 2nd schedule

¹⁷ MMDA, 2nd schedule, section 1

¹⁸ MMDA, 2nd schedule, sect. 2

¹⁹ MMDA, 2nd schedule, sect. 3

²⁰ MMDA, 2nd schedule, sect. 4, paragraphe 1

²¹ MMDA, 2nd schedule, sect. 4, paragraphe 2

²² MMDA, 2nd schedule, sect. 6

²³ MMDA, 2nd schedule, sect. 7

²⁴ MMDA, 2nd schedule, sect. 8

²⁵ WIJAYATILAKE Kamalini, 1996, p142-150; *The State of Economic, Social and Cultural Rights in Sri Lanka: A Joint Civil Society Shadow Report to the United Nations Committee on Economic Social and Cultural Rights*, avril 2017, p20. Coordonné par Law and Society Trust, ce rapport est présenté comme ayant été préparé par la société civile. Il rassemble les travaux de plusieurs ONG (comme Equal Ground et Mannar Women's Development Federation) et chercheurs. Il a été présenté au Comité des droits économiques, sociaux et culturels (CESCR) des Nations Unies.

²⁶ WIJAYATILAKE Kamalini, 1996, p142-150

²⁷ MMDA, sect. 28, paragraphe 1.

²⁸ MMDA, sect. 28, paragraphe 2.

l'épouse auprès du *Quazi*²⁹, qui en informe directement le mari³⁰ (ou l'un de ses proches s'il est absent³¹) et le convoque³². Lors de la convocation, le *Quazi* doit être accompagné de trois assesseurs musulmans (*Muslim Assessors*), sauf dans certains cas exceptionnels³³. Ils doivent alors tenter de réconcilier les parties en résolvant le problème de fond qui les oppose³⁴. Si cette tentative échoue et que le *Quazi* donne son accord, le divorce est prononcé et enregistré.

1.2.2. La législation kandyan (*Kandyan Law*)

A l'instar du droit personnel musulman, la loi kandyan régit le domaine du mariage et du divorce pour les individus sri lankais qui se revendiquent des provinces du royaume de Kandy, acquises par les britanniques en 1815³⁵. Ces personnes peuvent alors choisir entre la loi générale et la législation kandyan³⁶.

Le *Kandyan Marriage and Divorce Act*³⁷ (KMDA) encadre le processus du divorce. Bien que la **procédure soit la même pour les deux époux**, certains **motifs** pouvant être invoqués sont **différents**. En effet, les **deux époux** peuvent effectuer une **demande individuelle** en la justifiant par la **désertion complète et continue de l'autre pendant une période de deux ans**³⁸ ou arguer de **l'incapacité de vivre heureux ensemble**. Cette inaptitude doit alors être testée par une séparation de corps pendant une période d'un an³⁹. Les époux peuvent également effectuer une **démarche conjointe**, en appuyant leur demande sur le **consentement mutuel**⁴⁰. Cependant, tandis que le **mari** peut également justifier son désir de séparation par un **adultère commis par son épouse** après le mariage⁴¹, la **femme** doit quant à elle revendiquer un **adultère** commis par son mari **associé à un inceste ou à une grande cruauté**⁴².

Dans tous les cas, la demande doit être tout d'abord déposée devant le registraire de district (*District Registrar*)⁴³. Ce dernier peut alors accorder la dissolution du mariage ou la refuser⁴⁴. S'il accède à la demande, il peut prendre acte des modalités d'indemnités (si les parties se sont entendues à ce sujet)⁴⁵. Si rien n'a été prévu à ce propos, il peut envisager un dédommagement à destination de l'épouse⁴⁶ ou une somme

²⁹ *MMDA*, 3rd schedule, paragraphe 1.

³⁰ *MMDA*, 3rd schedule, paragraphe 2.

³¹ *MMDA*, 3rd schedule, paragraphe 3.

³² *MMDA*, 3rd schedule, paragraphe 6.

³³ *MMDA*, 3rd schedule, section 7.

³⁴ "It shall be the duty of the Quazi and of the Muslim assessors (if any) before hearing the application to endeavour by all lawful means to bring the parties to an amicable settlement and, with the consent of the parties, to abate or remove the real cause of trouble between them and to prevent it from recurring thereafter. But if the parties will not agree to such settlement, the Quazi and the Muslim assessors (if any) shall proceed to hear evidence and to determine the application." *MMDA*, 3rd Schedule, Section 10.

³⁵ WIJAYATILAKE Kamalini, 1996, p.142-150. Le royaume de Kandy couvrait alors la plus grande partie des terres intérieures de l'île de Sri Lanka (à l'exception du nord).

³⁶ WIJAYATILAKE Kamalini, 1996, p.142-150.

³⁷ *Kandyan Marriage and Divorce Act (KMDA)*, 1980.

³⁸ *KMDA*, section 32, paragraphe c et d.

³⁹ *KMDA*, sect. 32, paragraphe e.

⁴⁰ *KMDA*, sect. 32, paragraphe f.

⁴¹ *KMDA*, sect. 32, paragraphe a.

⁴² « *Adultery by the husband, coupled with incest or gross cruelty* » *KMDA*, sect. 32 paragraphe b.

⁴³ *KMDA*, sect. 33, paragraphe 1 et 2.

⁴⁴ *KMDA*, sect. 33, paragraphe 6

⁴⁵ *KMDA*, sect. 33, paragraphe 7 (i)

⁴⁶ *KMDA*, sect. 33, paragraphe 7 (ii)

pour participer à l'entretien des enfants⁴⁷. Le registraire de district doit également s'assurer que toutes les parties et leurs témoins ont été entendus⁴⁸. Enfin, les parties peuvent faire appel de la décision devant le tribunal de district (*District Court*)⁴⁹.

1.2.3. Le code Tesawalamai

Le code **Tesawalamai**⁵⁰ s'applique uniquement aux **Tamouls** (« *Malabar inhabitants* ») **originaires de la province de Jaffna**⁵¹. Cependant ce régime juridique régit essentiellement le domaine de la propriété⁵². **Il ne concerne donc pas le mariage ou le divorce**. A ce sujet, ils sont soumis au régime juridique général⁵³. En effet, le code *Tesawalamai* n'évoque jamais la dissolution du mariage. **Seule la séparation⁵⁴ est envisagée**. En effet, la culture tamoule considère que le mariage constitue un lien indestructible entre deux individus⁵⁵.

2. Pratique du divorce

Le nombre de divorces **a augmenté** à Sri Lanka. Selon Naseer Ahamed⁵⁶, cette hausse a eu, par exemple, lieu dans la province Est de Sri Lanka et concernait, en 2016, environ 1 800 familles sur 13 000⁵⁷. Cependant, le divorce est une **pratique rejetée socialement**. Les divorcées sont **généralement stigmatisées et marginalisées**⁵⁸, et peuvent être considérées comme un fardeau si elles retournent chez leurs parents⁵⁹. Même si les comportements évoluent (essentiellement dans les catégories sociales les plus aisées), **l'attitude conservatrice** vis-à-vis du divorce demeure, surtout au sein des communautés rurales et des catégories sociales les plus basses⁶⁰. Face à cette conjoncture, les couples ont parfois recours à une séparation permanente plutôt qu'à un divorce⁶¹ officiel.

⁴⁷ KMDA, sect. 33, paragraphe 7 (iii)

⁴⁸ KMDA, sect. 33, paragraphe 8

⁴⁹ KMDA, sect. 34

⁵⁰ *Tesawalamai Regulation*, 1980

⁵¹ *The Tesawalamai*, section 1

⁵² US Department of State, 03/03/2017; US Department of State, 15/08/2017;

WIJAYATILAKE Kamalini, 1996, p142-150

⁵³ E. EMERY Robert (*Professeur de psychologie et directeur du Center for Children, families and the Law de l'Université de Virginie*), 2013, p1146 ; US Department of State, 15/08/2017

⁵⁴ "When husband and wife live separately on account of some difference (...)" *The Tesawalamai*, partie IV, section 1

⁵⁵ Catherine St Germain Lefebvre se réfère au concept de *kunam* qui considère que la femme est alors perçue comme étant de même substance que son mari. Elle introduit également le concept de *oruvanukku oruti* qui énonce que « une femme est à un homme ». ST-GERMAIN LEFEBVRE Catherine, 2008

⁵⁶ Responsable (Chief Minister) de la province Est

⁵⁷ UK Home Office, *Report of a Home Office Fact-Finding Mission from 11 to 23 July 2016 on treatment of Tamils and persons with real or perceived association with Liberation Tigers of Tamil Eelam (LTTE)*, 03/2017, p93

⁵⁸ E. EMERY Robert, 2013, p1146; Nations Unies, Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, 09/03/2017

⁵⁹ UK Home Office, *Report of a Home Office Fact-Finding Mission from 11 to 23 July 2016 on treatment of Tamils and persons with real or perceived association with Liberation Tigers of Tamil Eelam (LTTE)*, 03/2017, p.57.

⁶⁰ E. EMERY Robert, 2013, p.1146.

⁶¹ E. EMERY Robert, 2013, p.1146.

D'autres éléments complexifient la démarche des personnes souhaitant divorcer. Parmi eux, **la langue**, notamment dans le cas des **Tamouls**⁶². En effet, la majorité des juges ne maîtrisent pas la langue tamoule et les procédures judiciaires sont généralement conduites en singhalais⁶³. Quant à la **qualité de la traduction**, elle est décrite comme médiocre dans les documents des Nations unies⁶⁴. Un autre obstacle est celui des **délais d'instruction**. Les dates d'audiences et de jugements sont généralement repoussées. Les procédures prennent ainsi parfois des années⁶⁵.

En outre, certains **abus** apparaissent. En effet, dans le cadre de la *MMDA*, la femme est généralement soumise à une **pression** importante. Le *Quazi* et ses assesseurs présentent à l'épouse sa future situation comme étant celle d'une femme seule et méprisée par la société.⁶⁶

3. Situation sociale des femmes à l'égard du divorce

Les organisations internationales⁶⁷, les institutions nationales⁶⁸ et les ONG⁶⁹ s'accordent sur le **caractère discriminant, à l'égard des femmes**, des lois et des pratiques qui gouvernent le domaine du divorce à Sri Lanka. La *MMDA* est particulièrement attaquée⁷⁰ (*voir supra*). Selon ces organisations, elle constituerait une **violation de l'article 12** (paragraphe 2) de la Constitution qui condamne les discriminations de genre⁷¹. Par ailleurs, Sri Lanka **manquerait également à ses obligations vis-à-vis de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes**⁷².

La perpétuation des mesures discriminatoires est permise par **l'article 16** (paragraphe 1) de la Constitution⁷³. Face à cette situation, le comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes a notamment recommandé la réforme⁷⁴ des législations sur le statut personnel.

⁶² FOKUS Women (Sri Lanka Country Office de FOKUS Oslo), 03/2017; US Department of State, 03/03/2017.

⁶³ Nations Unies, Conseil des droits de l'Homme, 23/03/2017, p.11.

⁶⁴ Nations Unies, Conseil des droits de l'Homme, 23/03/2017, p.11.

⁶⁵ Women's Action Network (WAN), 08/2016, p.8; Nations Unies, Conseil des droits de l'Homme, 23/03/2017, p.11.

⁶⁶ Women's Action Network (WAN), 08/2016, p.6.

⁶⁷ Nations Unies, Conseil des droits de l'Homme, 28 août 2017.

⁶⁸ UK Home Office, *Country Policy and Information Note, Sri Lanka: Tamil separatism*, 03/2017; US Department of State, 03/03/2017.

⁶⁹ Human Rights Watch (HRW), 15/11/2017; Freedom House, 2017.

⁷⁰ Amnesty International, 20/12/2017.

⁷¹ "No citizen shall be discriminated against on the grounds of race, religion, language, caste, sex, political opinion, place of birth (...)" Constitution of the Democratic Socialist Republic of Sri Lanka, Chapter III, article 12, paragraphe 2.

⁷² Department of Foreign Affairs and Trade (Australian Government), 24/01/2017, p.38.

⁷³ "All existing written law and unwritten law shall be valid and operative notwithstanding any inconsistency with the preceding provisions of this Chapter." Constitution of the Democratic Socialist Republic of Sri Lanka, Chapitre III, Article 16 paragraphe 1.

⁷⁴ Nations Unies, Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, 09/03/2017.

Cette discrimination inhérente aux lois est renforcée par une **sous-représentation des femmes au sein du secteur juridique**⁷⁵. Par exemple, les tribunaux musulmans où siègent les *Quazi* sont uniquement composés d'hommes⁷⁶.

Les femmes divorcées sont également confrontées à des **difficultés économiques**. Leur mari est souvent leur principale source de revenu et est généralement le détenteur de la carte familiale⁷⁷. Elles se retrouvent donc dans une situation où elles n'ont **plus de soutien financier, ni de domicile**⁷⁸. En effet, aucune allocation particulière des pouvoirs publics n'est envisagée pour elles, contrairement aux femmes veuves⁷⁹ pour lesquelles une aide gouvernementale est prévue. Par ailleurs, les détails de la durée de versement ainsi que du montant des pensions prévues par les différentes lois ne sont pas précisés. Ces femmes rencontrent également des difficultés pour **obtenir des preuves et être soutenues par des témoins**⁸⁰.

4. Attitude des autorités

Afin de répondre aux critiques à l'égard des lois sur le statut personnel, le gouvernement a mis en place en **2016 un comité**⁸¹ ayant pour objectif de modifier le *Muslim Marriage and Divorce Act*. Cependant, une initiative similaire avait déjà été prise par le ministère de la Justice en 2009⁸². A ce jour, aucune proposition n'a été effectuée⁸³. Cet **immobilisme** incarne le caractère sensible de la modification des législations sur les statuts personnels⁸⁴.

En **1978**, le gouvernement a également mis en place des **commissions d'aide juridique** (*Legal Aid Commission*). Destinées à prodiguer un soutien juridique aux plus démunis, elles sont composées de plus de 400 personnes, réparties au sein de 76 centres à travers le pays⁸⁵. Elles sont essentiellement **chargées des cas de divorce**. Cependant, les avocats sont généralement novices et submergés de demandes. Ces commissions exigent également la présentation de documents. Cette condition handicape les femmes qui ont fui leur foyer et qui ne peuvent pas les récupérer⁸⁶.

⁷⁵ Nations Unies, Conseil des droits de l'Homme, 23/03/2017.

⁷⁶ International Crisis Group (ICG), 28/07/2017.

⁷⁷ Women's Action Network (WAN), 08/2016, p.8.

⁷⁸ E. EMERY Robert, 2013, p.1146.

⁷⁹ Women's Action Network (WAN), 08/2016, p.8.

⁸⁰ Women's Action Network (WAN), 08/2016, p.21.

⁸¹ Save the Children, 2017, p.23; Nations Unies, Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, 09/03/2017, p.15.

⁸² *The State of Economic, Social and Cultural Rights in Sri Lanka: A Joint Civil Society Shadow Report to the United Nations Committee on Economic Social and Cultural Rights*, avril 2017; The Women and Media Collective, 01/2017.

⁸³ US Department of State, 15/08/2017.

⁸⁴ The Women and Media Collective, 01/2017, p.4.

⁸⁵ Nations Unies, Conseil des droits de l'Homme, 23/03/2017, p.14.

⁸⁶ Women's Action Network (WAN), 08/2016, p.7.

Bibliographie

(Sites web consultés en janvier 2017)

Textes législatifs

Sri Lanka, Muslim Marriage and Divorce (Amendment) Act, No. 24 of 2013,
<http://srilankalaw.lk/bulletin-2013.html>

Sri Lanka, Kandyan Marriage and Divorce (Amendment) Act, No. 23 of 2013,
<http://srilankalaw.lk/bulletin-2013.html>

Sri Lanka, Marriage Registration Ordinance, Legislative enactments of the Democratic socialist republic of Sri Lanka, Vol. VI, Chapter 131, Colombo, 1980,
<http://srilankalaw.lk/Volume-V/marriage-registration-ordinance.html>

Sri Lanka, Tesawalamai Regulation, Legislative enactments of the democratic socialist republic of Sri Lanka, Vol. IV, Chapter 73, Colombo, 1980,
<https://www.lawnet.gov.lk/1948/12/31/the-tesawalamai-3/>

Sri Lanka, Kandyan Marriage and Divorce Act, Legislative enactments of the Democratic socialist republic of Sri Lanka, Vol. VI, Chapter 132, Colombo, 1980,
<http://srilankalaw.lk/Volume-IV/kandyan-marriage-and-divorce-act.html>

Sri Lanka, Muslim Marriage and Divorce Act (MMDA), Legislative enactments of the Democratic socialist republic of Sri Lanka, Vol. VI, Chapter 134, Colombo, 1980,
<http://srilankalaw.lk/Volume-V/muslim-marriage-and-divorce-act.html>

Sri Lanka, Jaffna Matrimonial Rights and Inheritance Ordinance, 1911,
<http://srilankalaw.lk/Volume-IV/jaffna-matrimonial-rights-and-inheritance-ordinance.html>

Sri Lanka, Constitution of the Democratic Socialist Republic of Sri Lanka,
<http://srilankalaw.lk/constitution-of-the-democratic-socialist-republic-of-sri-lanka.html>

Ouvrage

E. EMERY Robert (Professeur de psychologie et directeur du Center for Children, families and the Law de l'Université de Virginie), *Cultural Sociology of Divorce : An Encyclopedia*, Thousand Oaks, 2013.

Institutions internationales

Nations unies, Conseil des droits de l'Homme, *Compilation on Sri Lanka*, 28/08/2017, 12 p., https://www.ecoi.net/file_upload/1930_1510062923_g1725068.pdf

Nations unies, Conseil des droits de l'Homme, *Report of the Special Rapporteur on the independence of judges and lawyers on her mission to Sri Lanka*, 23/03/2017, 20 p., https://www.ecoi.net/file_upload/1930_1496926457_g1707480.pdf

Nations unies, Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, *Concluding observations on the eighth periodic report of Sri Lanka*, 09/03/2017, 17 p., https://www.ecoi.net/file_upload/1930_1510144554_n1706250.pdf

Institutions nationales

Department of Foreign Affairs and Trade (Australian Government), *DFAT Country information report Sri Lanka*, 24/01/2017, 38 p., <http://dfat.gov.au/about-us/publications/Documents/country-information-report-sri-lanka.pdf>

US Department of State, *2016 Report on International Religious Freedom – Sri Lanka*, 15/08/2017, https://www.ecoi.net/local_link/345199/476350_en.html

UK Home Office, *Country Policy and Information Note, Sri Lanka: Tamil separatism*, 03/2017, 67 p., https://www.ecoi.net/file_upload/1226_1491309394_sri-lanka-tamil-separatism-cpin-v4-0-march-2017.pdf

US Department of State, *Country Report on Human Rights Practices 2016 – Sri Lanka*, 03/03/2017, https://www.ecoi.net/local_link/337166/466926_en.html

UK Home Office, *Report of a Home Office Fact-Finding Mission from 11 to 23 July 2016 on treatment of Tamils and persons with real or perceived association with Liberation Tigers of Tamil Eelam (LTTE)*, 03/2017, 106 p., https://www.ecoi.net/file_upload/1226_1491310687_sri-lanka-ffm-report-11-23-july-2016.pdf

ONG

Amnesty International, *Sri Lanka: Universal periodic review pledges must be fully implemented*, 20/12/2017, 6 p., https://www.ecoi.net/file_upload/1226_1515657952_asa3776302017english.pdf

Human Rights Watch (HRW), *Sri Lanka: Adopt Timeline for Action*, 15/11/2017, https://www.ecoi.net/local_link/348921/480789_en.html

International Crisis Group (ICG), *Sri Lanka's Conflict-Affected Women: Dealing with the Legacy of War*, Asia Report n°289, 28/07/2017, 41 p., https://www.ecoi.net/file_upload/5351_1501490254_289-sri-lankas-conflict-affected-women-dealing-with-the-legacy-of-war.pdf

The State of Economic, Social and Cultural Rights in Sri Lanka: A Joint Civil Society Shadow Report to the United Nations Committee on Economic Social and Cultural Rights, avril 2017, pp58. Coordonné par Law and Society Trust, ce rapport est présenté comme ayant été préparé par la société civile. Il assemble les travaux de plusieurs ONG (comme Equal Ground et Mannar Women's Development Federation) et chercheurs. Il a été présenté au Comité des droits économiques, sociaux et culturels (CESCR) des Nations Unies, https://www.ecoi.net/file_upload/1930_1498129564_int-cescr-css-lka-27228-e.pdf

FOKUS Women (Sri Lanka Country Office de FOKUS Oslo), *Shadow Report to the United Nations Committee on economic, social and cultural rights*, 03/2017, 15 p.

https://www.ecoi.net/en/file/local/1328665/1930_1463657465_int-cesdaw-ngo-lka-23894-e.pdf

The Women and Media Collective, *Sri Lanka Shadow Report*, 01/2017, 16 p.,

https://www.ecoi.net/file_upload/1930_1487173443_int-cesdaw-ngo-lka-26306-e.pdf

Save the Children, *Sri Lanka supplementary Report on the United Nations Convention on the Rights of the Child*, 2017, 121 p.,

https://www.ecoi.net/file_upload/1930_1500991723_int-crc-ngo-lka-27121-e.pdf

Women's Action Network (WAN), *Women's Access to Justice in the North and East of Sri Lanka*, 08/2016, 22 p.,

https://www.ecoi.net/file_upload/1930_1497432878_int-cesdaw-ngo-lka-25964-e.pdf

Freedom House, *Freedom in the world 2016, Sri Lanka*, 2017,

<https://freedomhouse.org/report/freedom-world/2016/sri-lanka>

Centres de recherches

ST-GERMAIN LEFEBVRE Catherine, *Femmes, ethnicité et religion: la communauté tamoule hindoue du Sri Lanka à Montréal*, Université du Québec à Montréal (UQAM), 2008, <http://www.archipel.uqam.ca/1168/1/M10512.pdf>

« Le mariage et le divorce dans les communautés musulmanes : enquête sur le caractère mouvant des frontières juridiques et sociales de l'autonomie des femmes », dans HOODFAR Homa (dir.), *Les frontières mouvantes du mariage et du divorce dans les communautés musulmanes*, Dossier spécial (vol. 1), Programme Femmes et lois dans le monde musulman, Montpellier, Patricia Kelly, 1996, p.7-10,

<http://wrrc.wluml.org/sites/wluml.org/files/import/french/pubs/pdf/dossiers/sd/SD1.pdf#page=143>

WIJAYATILAKE Kamalini, « Les droits de la femme dans la famille : l'expérience sri lankaise », dans HOODFAR Homa (dir.), *Les frontières mouvantes du mariage et du divorce dans les communautés musulmanes*, Dossier spécial (Vol. 1), Programme Femmes et loi dans le monde musulman, Montpellier, Patricia Kelly, 1996, p.142-150,

<http://wrrc.wluml.org/sites/wluml.org/files/import/french/pubs/pdf/dossiers/sd/SD1.pdf#page=143>